

Echos des mobilisations (8 juillet)

Mobilisations pour les postes, les conditions de travail, les droits et les revendications des AED... et préparation de la grève à la rentrée :

Ain

Préavis de grève adressé le 7 juillet par les personnels du lycée de la Côtère, à la Boisse (Ain), avec le soutien de l'intersyndicale SUD Education, SNES-FSU, CFDT EFRP, CGT Educ'action, FNEC FP-FO, SNICS-FSU, SNALC, et avec la FCPE, du 01/09/26 au 04/09/26 :

« Madame la Rectrice, l'intersyndicale dépose auprès de vous, conformément à la législation en vigueur d'un préavis de grève couvrant, du 01/09/2026 au 04/09/2026, l'ensemble des personnels travaillant au lycée de La Côtère (enseignant-es, personnel administratif, personnel régional, de droit public ou de droit privé). La grève aura lieu sauf si nous recevons :

- Une dotation horaire globale suffisante pour éviter des arbitrages inévitables ;
- Un 10e ETP d'AED ;
- Un 3e ETP de CPE ;
- Un ETP de secrétariat supplémentaire ;
- Un pôle médico-social pourvu (une infirmière temps plein, une assistance sociale temps plein) ;
- Pas de classe à plus de 35 élèves. »

Hauts de Seine

Victoire au collège Blériot : La preuve est faite : quand nous nous mobilisons, nous gagnons !

Rassemblés devant la DSDEN des Hauts-de-Seine ce vendredi 3 juillet, les personnels du **collège Louis Blériot de Levallois-Perret**, aux côtés des fédérations de parents d'élèves, ont une nouvelle fois été recus par l'administration. C'était déjà la deuxième délégation reçue. Les faits leurs donnaient raison : le 29 juin, 128 élèves inscrits imposaient l'ouverture d'une nouvelle division de sixième. Déterminés et soudés, soutenus par les sections syndicales du SNFOLC et du SNES-FSU, **les personnels avaient posé un préavis de grève pour toute la semaine de rentrée** si cette ouverture n'était pas actée. La menace était sérieuse, la mobilisation aussi. Résultat : quelques heures à peine après la délégation, la DSDEN a cédé et accordé les 28 heures nécessaires à l'ouverture d'une cinquième sixième.

Le même jour, la bataille continue à Antony !

Ce même 3 juillet, une délégation du **collège La Fontaine d'Antony** était reçue à son tour : une division de sixième venait tout juste d'y être supprimée. Les enseignants ont rappelé une évidence que l'administration feint d'ignorer : plus de 30 élèves par classe, ce n'est pas raisonnable, c'est une dégradation organisée du service public d'éducation. Des fratries séparées, des élèves UPE2A dont la situation n'est même pas prise en compte : voilà le vrai visage de cette politique de rabotage. **Déjà, plus d'un quart des enseignants de l'établissement a déclaré une intention de grève à la rentrée si la division n'est pas maintenue.**

Pas de moyens ? Pas de rentrée !

Ce mot d'ordre n'est plus un slogan, c'est une réalité qui se construit établissement par établissement : ce sont désormais une dizaine de collèges et lycées des Hauts-de-Seine prêts à se mettre en grève le jour de la rentrée. Le SNFOLC 92 est aux côtés de chacune et chacun de ces collègues qui refusent de subir sans réagir l'austérité budgétaire et le rabotage des moyens. (...) »

Corrèze

Au **collège Jean Lurçat à Brive**, après la mobilisation des personnels, avec le SNFOLC, et avec l'appui des parents d'élèves, par la grève et des opérations « collège mort », nous avons obtenu le maintien d'une sixième et d'une cinquième que le rectorat voulait supprimer.

Yvelines

Motion de l'école maternelle Croix-Blanche (Conflans Ste-Honorine)

(...) Nous avons été informés du nombre d'heures d'AESH pour la rentrée prochaine. Le temps d'AESH nécessaire à nos élèves n'est pas couvert et on nous conseil de mettre plusieurs élèves avec des PPS dans la même classe bien que certains soient en aide individualisée.

De l'argent il y en a, nous voulons qu'il soit investi pour améliorer nos conditions de travail. Nous refusons de vivre une rentrée 2026 comme celle de 2025. Ainsi nous demandons que l'ensemble des notifications MDPH de nos élèves soient respectées.

Si cela n'est pas le cas, nous envisageons d'être en grève dès le premier septembre. C'est pourquoi nous déposons nos déclarations d'intentions de grève dès maintenant.

Seine-Maritime

Suite de la mobilisation à l'école Jean-Jacques- Rousseau de Déville-lès-Rouen, où la création de 8 places d'institut médicoéducatifs au sein de l'école, sans enseignant spécialisé, met le feu aux poudres. Lors d'une première audience, l'inspecteur d'académie a concédé, suite à une première grève soutenue par FO, un poste d'enseignant spécialisé à mi-temps.

Pour autant, le problème de l'accueil à temps complet de ces élèves dans un cadre spécialisé demeure. **Les collègues ont indiqué que s'ils n'obtiennent pas satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications, ils seront en grève dès le jour de la rentrée pour dénoncer les conditions de travail insupportables que ce projet imposera.**

Ille-et-Vilaine

Au **lycée Bréquigny à Rennes**, les AED étaient en grève **lundi 6 juillet** suite à la décision de l'établissement de ne pas renouveler un AED de l'équipe, ceci de manière totalement arbitraire. Ils ont décidé de reconduire la grève dès le **mardi 7 juillet**.

Cette décision est totalement inique et intolérable, et conduit à la précarisation renforcée des personnels AED. Que ce soit à Bréquigny ou ailleurs.

Le SNFOLC 35 soutient les AED en grève. Nous étions présents au piquet de grève des personnels devant le lycée ce lundi 6 juillet pour aider à la diffusion de tracts destinés aux parents d'élèves venus pour les inscriptions.

Mardi 7 juillet, une réunion des AED a eu lieu dans les locaux FO pour construire la suite de la mobilisation.

Mercredi nous serons avec eux au rassemblement et en audience.

Bouches-du-Rhône

Dans la suite de mon message précédent, j'ai le plaisir de vous annoncer que la mobilisation des collègues, appuyées par les sections syndicales de leur établissement ainsi que les sections syndicales départementales, a payé au lycée Joliot Curie et que le projet de classe défense a été ajournée !

Concernant le lycée Thiers, les sections syndicales FO-CGT-SUD-SNES du lycée ont appelé à un rassemblement lundi à l'occasion du CA, pour l'abandon de la classe défense à la rentrée.



Indre-et-Loire

Motion des personnels du collège Malraux d'Amboise pour le CA du 1er juillet 2026 avec le soutien de la section syndicale SNFOLC 37 :

« (...) Nous exigeons une prise en compte immédiate de nos revendications. Donnez-nous ces moyens indispensables dès aujourd'hui. Il nous faut donc :

Le maintien d'une classe de 5^{ème} : nos élèves de 6^{ème} qui ne fonctionnaient pas dans des classes à 23 élèves ne pourront pas mieux fonctionner à 28 !

Des moyens humains supplémentaires : AED et au moins un demi-poste supplémentaire de CPE pour une aide indispensable à notre CPE titulaire.

Un secrétaire général en poste. (...) Nous envisageons une action ferme et déterminée des personnels dès la rentrée. »

Mobilisations contre Parcoursup :

Mardi 7 juillet, jour des résultats du baccalauréat, des diffusions ont eu lieu à l'initiative de la FNEC FP-FO, devant 34 lycées de 12 académies et 18 départements, pour exiger l'abrogation de Parcoursup et proposer une réunion en visioconférence le 13 juillet à 17h30 pour discuter d'une initiative dans ce sens avant la rentrée :

Aix-Marseille : 13 - lycée Thiers à Marseille, le 6/07 ; **Amiens : 02** - lycée Condorcet à St Quentin ; **60** - lycée Jean Monnet à Crépy, lycée de Gaulle à Compiègne, lycées de Méru et de Clermont ; **80** - cité scolaire à Amiens (3 lycées concernés : lycée Thuillier, lycée Branly et lycée Gand) ; **Grenoble : 73** - lycée Vaugelas à Chambéry ; **74** - lycée Fauré à Annecy et lycée des Glières à Annemasse ; **Lyon : 69** - lycée Colbert à Lyon 8^e ; **Nantes : 44** - lycées Mandela et la Colinière à Nantes, lycée de Bouaye, lycée Aristide Briand à St Nazaire ; **Nice : 83** - lycée Dumont d'Urville à Toulon ; **Normandie : 76** - lycée Sembat à Sotteville, lycée Jeanne d'Arc à Rouen ; **Orléans-Tour : 37** - lycée Balzac à Tours ; **Paris : 75** - lycée Armand 15^e, cité scolaire Maurice Ravel ; **Poitiers : 16** - lycée Jean Monnet à Cognac ; **17** - lycée Valin à La Rochelle ; **Toulouse : 31** - lycée Victor Hugo à Colomiers ; **81** - lycée Rascol à Albi, lycée Las Cazes à Lavaur ; **Versailles : 91** - lycée Brassens à Evry, lycée Yourcenar à Morangis, lycée Doisneau à Corbeil, lycées Corot et Monge à Savigny-sur-Orge ; **92** - lycée Descartes à Antony.

Quelques retours des diffusions :

Académie d'Amiens :

02 – « Diffusion au lycée Condorcet à St Quentin ce matin. Discussion avec un groupe de lycéennes. On explique qu'on est pour l'abrogation de Parcoursup. Après avoir lu le tract, l'une d'elles nous dit : « C'est vachement bien votre propagande (sic) ! Et c'est une super idée de la distribuer aujourd'hui, quand il y a du monde ». On leur répond qu'il faudra faire de la pub et se connecter. Elles disent « OK ». Discussion avec des parents. Même topo, on explique qu'on veut l'abrogation de Parcoursup. Le père : « Mais vous proposez quoi à la place ? ». On répond qu'on propose que tous les bacheliers puissent s'inscrire dans la filière de leur choix sans passer par une plateforme de tri et que ça nécessite d'ouvrir toutes les places nécessaires dans les universités. Le père : « oui, c'est vrai ça ». Au total 160 tracts distribués en trois quarts d'heure. Plusieurs lycéens en attente de propositions d'affectation. Un très bon accueil général. De nombreux lycéens répondant « c'est bien ça » quand on leur dit qu'on veut la suppression de Parcoursup. »

60 – « À Crépy, super accueil des lycéens qui attendent l'ouverture des portes : « Oui, Parcoursup, faut que ça s'arrête » ».

Académie de Lyon :

69 – « Au lycée Colbert Lyon 8^e : distribution de 80 tracts à des élèves, leurs parents, cousins, cousines, oncles et tantes, et quelques collègues. Ce qui ressort dans les échanges c'est la critique de l'arbitraire de Parcoursup. Certains ont dit qu'ils se connecteraient le 13 juillet. »

Académie de Nantes :

44 – « Diffusion au lycée de Bouaye : Pas beaucoup de monde donc limité mais bon accueil général du tract par les jeunes, les parents ou les profs. Et une prof du SNFOLC qui était, elle, ravie du sujet et de sa diffusion par le syndicat. Quelques-uns ont dit qu'ils participeraient à la visio. »

Académie de Poitiers :

16 – « À Cognac : tractage pendant une heure devant le lycée Jean Monnet. 50 tracts distribués à la centaine de lycéens présents avec parfois de bonnes discussions. Une dizaine de parents d'élèves avec lesquels nous avons également échangé. »

17 – « À Valin, La Rochelle : La diff s'est bien passée. Bon accueil des bacheliers surtout quand on dit qu'on veut l'abrogation de Parcoursup. »

Mobilisation devant le lycée Dumont d'Urville de Toulon (Var) :

